

Le 13 mai 2015

Tolérance zéro pour l'intimidation

Le gouvernement fédéral a récemment laissé entendre qu'il pourrait essayer de criminaliser toute critique visant l'État d'Israël et ses politiques. Cette mesure s'inscrirait dans le cadre d'une politique de « tolérance zéro » à l'égard des propos haineux. Les conservateurs proposent une nouvelle définition de « propos haineux » qui pourrait inclure la campagne appelant à un boycott, à un retrait des investissements et à des sanctions contre l'État d'Israël (mouvement BDS). Cette campagne réussit à exercer de véritables pressions sur l'État d'Israël pour l'amener à réexaminer et à annuler ses politiques d'apartheid qui oppriment le peuple palestinien.

À la suite d'un débat constructif, le STTP a décidé, de manière démocratique, d'appuyer le mouvement BDS. Le Syndicat travaille pour l'autodétermination et les droits de la personne du peuple palestinien et pour mettre fin à l'oppression et à l'occupation. Les mesures de boycott et de désinvestissement ont été un élément clé de la campagne contre le système d'apartheid en Afrique du Sud, et elles jouent maintenant un rôle tout aussi efficace en ce qui concerne Israël.

Récemment, plus de 70 organisations se sont jointes à nous pour signer une déclaration défendant le droit de critiquer l'État d'Israël et d'appuyer le mouvement BDS. Nous luttons aux côtés d'organisations pour la paix, de syndicats, de groupes autochtones, de gouvernements et de tous ceux et celles qui appuient le mouvement BDS.

L'attaque des conservateurs contre la liberté d'expression vise clairement à faire taire les critiques et à étouffer toute véritable discussion au sujet d'Israël. Nous ne nous laisserons pas intimider par les politiques du gouvernement. Le STTP ne s'excusera jamais de prendre position pour la paix et la justice partout dans le monde. Tant que l'occupation se poursuivra, le STTP continuera de travailler pour l'avènement d'une solution pacifique qui garantira la sécurité et la dignité des peuples israélien et palestinien. Et aucun premier ministre ne viendra nous dire ce dont nous pouvons ou ne pouvons pas parler.

Paix et justice pour tous : la lutte continue.

Solidarité,



Mike Palecek
Président national

2015-2019 / Bulletin n° 002
:mcmd sepb 225 gl/scfp1979

